



www.fnte.cgt.fr

PRÉSENTATION BUDGET 2018 COMPTE-RENDU



Fédération nationale des travailleurs de l'État

263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01
Mail : trav-etat@cgt.fr



PRÉSENTATION BUDGET 2018 COMPTE-RENDU

Vendredi 29 septembre 2017, madame PARLY, ministre des armées, a présenté aux organisations syndicales les grandes lignes du projet de loi de finances 2018 pour son ministère.

PRÉSENTATION DE LA PLF 2018 PAR LA MINISTRE

Reconnaissant que les armées ont perdu 60 000 postes entre 2006 et 2015, la ministre qualifie le prochain budget de budget de « *remontée en puissance* » avec une progression de plus de 5%.

Le budget du ministère des Armées serait ainsi porté en 2018 à 34,4 milliards d'euros, soit 1,8 milliard d'euros de plus que ceux inscrits dans la loi de finances pour 2017. Cet effort budgétaire de 1,84% du PIB serait une vraie priorité politique.

De 2019 à 2022, une augmentation 1,7 milliard d'euros serait poursuivie représentant 190 milliards d'euros sur la période 2018-2022, soit 30 milliards de plus qu'initialement. Avec la nouvelle Loi de Programmation Militaire le budget des armées s'élèverait à 2 % du PIB à l'horizon 2025.

La ministre caractérise le budget 2018 de « *budget de cohérence* » car allouant les ressources nécessaires pour faire face aux engagements pris par le passé.

Elle rappelle que la première menace est le terrorisme et que ses préoccupations à court terme sont la protection des combattants, des équipements et des installations. Pour cela il y aurait 1,2 milliard d'euros supplémentaires. 400 millions d'euros seraient aussi affectés en plus à l'entretien programmé des matériels.

Elle précise que c'est la solidarité gouvernementale pour respecter la règle du déficit inférieur à 3% du PIB qui a imposé l'annulation de crédits au cours de l'été dernier. Pour elle, cette annulation de crédits n'aurait entraîné aucune annulation de programmes mais simplement des décalages dans le temps. Il n'y aurait aucune remise en cause des livraisons des matériels.

En 2018, la masse salariale progressera de 300 millions d'euros pour un total avoisinant les 11,9 milliards d'euros.

Le plafond des effectifs budgétaires du ministère des Armées s'élèvera à 274 586 Équivalents Temps Plein Travaillés (ETP), dont 210 863 militaires et 63 723 civils. Les objectifs seraient de mettre fin aux déflations nettes, d'améliorer la condition des personnels et d'augmenter les effectifs dans la protection des forces, la cyberdéfense et le renseignement.

En 2018, le ministère des Armées devrait donc voir ses effectifs croître de 500 ETP et le SIAé (hors effectifs budgétaires) de 18 ETP. Les 500 ETP seraient ainsi répartis: 250 pour le renseignement/cyberdéfense, 150 pour la sécurisation, 100 pour le renforcement du soutien opérationnel.

Pour les personnels civils, les effectifs augmenteraient de 666 ETP, avec un recrutement de 3 000 civils, essentiellement dans les domaines techniques.

Mais les départs et les mobilités se poursuivront : 16 M€ financeront des départs, dont 108 départs volontaires pour les OE et des primes pour la mobilité.

305 postes auraient été « civilianisés » en 2017. En 2018, la requalification de postes militaires en postes civils devrait concerner 500 postes.

Le plan des mesures catégorielles sera détaillé par la DRH-MA le 11 octobre.

Le budget pour les personnels civils serait de 22,5 M€, dont 12,3 millions pour financer des engagements déjà pris (PPCR, RIFSEEP, CTD, ...) et 10,1 millions pour des mesures nouvelles (CIA à 20,8M€, avec 8,8M€ supplémentaires).

Le budget pour la revalorisation des rémunérations des agents contractuels serait de 10,2M€, en augmentation de 5,5M€ par rapport à 2017. Une réunion sur la situation des agents dits « décret 49 » aura lieu le 3 octobre.

Enfin, 7M€ seraient inscrits pour l'amélioration de la condition du personnel et le budget de l'action sociale serait aussi augmenté en 2018 à 111M€.

La ministre a terminé son intervention par ce qu'elle compte faire de ce budget et donc sa volonté de poursuivre la transformation du ministère, en particulier la révolution numérique déjà initiée, l'amélioration des procédures, le MCO et le soutien. Ses mots d'ordre sont détermination et concertation.

Elle cite quelques axes de cette transformation : la composante hospitalière SSA 2020, la composante maintenance du SID, le soutien pour la maîtrise des coûts avec la mission (rapport sur le MCO Aéro de l'IGA Chabbert attendu pour fin 2017), la transformation numérique, l'innovation, la réforme des programmes d'armement pour plus de réactivité, l'organisation territoriale pour le commandement et le soutien, le soutien à l'exportation et le plan d'accompagnement des familles.

DÉCLARATIONS DES ORGANISATIONS SYNDICALES

La CGT¹ a fait la déclaration qui est jointe à ce compte-rendu.

Par contre les autres organisations syndicales, bien qu'en complet décalage avec ce que vivent au quotidien les personnels depuis des années, se sont déclarées globalement satisfaites de ce budget 2018 et se sont montrées complaisantes envers les futures réformes annoncées ou confirmées par la ministre.

CONCLUSION DE LA MINISTRE

La ministre a martelé que les annulations de crédits n'étaient pas des annulations de programmes et qu'elles se sont traduites par des lissages de programmes, de très courte durée.

Elle précise le volume de recrutement des Ouvriers de l'État : 309 ETP, dont 112 pour le SIAé.

Elle a reconnu le manque de financement OPEX avec 200 millions d'euros à trouver. Mais pour elle, la LPM actuelle prévoirait bien un financement interministériel dans cette situation.

Plus inquiétants ont été ses propos sur les externalisations et les évolutions des statuts (DGA, SIAé, ...). Elle dit ne pas avoir d'a priori et ne pas vouloir faire de globalisation. Seuls les gains d'efficacité et les gains de coûts détermineront ses choix d'externalisations ou pas.

ANALYSE CGT

Si une longue « période de vaches maigres » peut faire apparaître ce budget 2018 comme un léger mieux pour les personnels, ne nous y trompons pas. C'est d'abord un budget de « guerre » et non de paix et de désarmement. Les dépenses militaires mondiales sont aussi en constante augmentation, ce qui peut aiguïser des appétits côté business. Bien éloignés de notre conception d'un Pôle Public National de Défense, de prétendus champions plus ou moins transnationaux, multinationales de la défense et de la sécurité soumises au diktat des marchés financiers et hors de contrôle des populations se développent. Les projets de sociétés propriétaires d'équipements militaires pouvant être loués alternativement à l'armée française mais aussi à d'autres armées étrangères restent toujours d'actualité. Conduire le ministère des armées, service public de défense, à la manière d'un chef d'entreprise par des indicateurs pseudo-rationnels de coûts et de gains traduit une conception managériale purement gestionnaire où le social et la démocratie ont tout à perdre.

Pour les personnels du ministère, les mesures annoncées sont orientées vers l'accompagnement des réorganisations et la mobilité, la mise en concurrence des agents sur les postes (IFSE, Graf), la rémunération individualisée et précarisée sur des objectifs et sur l'adhésion clientéliste aux « réformes » (montée en charge exorbitante du CIA !). **Ne nous laissons pas endormir par ces quelques chiffres « flatteurs » car l'avenir de nos missions, de nos emplois, de nos rémunérations, de nos conditions de travail, de nos retraites, de nos statuts et de ceux de nos établissements sont plus que jamais en danger.**

MARDI 10 OCTOBRE, JOUR DU RENDEZ-VOUS SALARIAL FONCTION PUBLIQUE, A L'APPEL UNITAIRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES, REJOIGNEZ LA CGT PAR LA GRÈVE ET LES MANIFESTATIONS.

Le 10 OCTOBRE
TOUTES ET TOUS EN GRÈVE
POUR NOS STATUTS ET NOS SALAIRES !



Montreuil, le 2 octobre 2017.

¹ La Fédération Nationale des Travailleurs de l'État CGT était représentée par Laurent Hébert, Délégué Syndical Central de Naval Group et Christian Prévot, membre du bureau fédéral.